

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
520 Allée Henry II de Montmorency
CS 69007
34064 MONTPELLIER Cedex 02

ARRETE N° : 2011-I-2096

OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Société ORGA d'OC à MONTELS
Mise en demeure

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault
Officier de Légion d'Honneur

- Vu* le titre 1^{er} (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) du livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) du Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;
- Vu* le décret n° 2009-1341 du 29 octobre 2009 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu* l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement ;
- Vu* le récépissé de déclaration n° 06.049 du 31 mai 2006 délivré à la société Orga d'Oc dont le siège social est 216, chemin de Campagne, BP 63053, 30250 SOMMIERES, suite à sa déclaration d'installation d'une plate forme de compostage de boues et de déchets verts au lieu-dit « Les Bastides », 34130 MONTELS, parcelles cadastrées 162 et 333, section A ;
- Vu* l'arrêté préfectoral n° 2011-I-1201 du 24 mai 2011 prescrivant à la plate forme susvisée :
- le respect des dispositions techniques de l'arrêté du 22 avril 2008, à l'exception de son article 3, en application de l'article L 512-3 du Code de l'Environnement ;
 - la réalisation d'un bâtiment fermé et désodorisé abritant les opérations de réception, mélange des boues et déchets verts, fermentation et criblage du produit fini ;

CONSIDÉRANT que les dispositions des articles 24 et 25 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de ce fait d'appliquer les dispositions de l'article L 514-1 du Code l'Environnement, Titre 1^{er}, Livre V ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société ORGA d'OC dont le siège social est 216, chemin de Campagne, BP 63053, 30250 SOMMIERES, est mise en demeure de respecter sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions suivantes sur le site qu'elle exploite sur la commune de MONTELS, au lieu-dit « Les Bastides », parcelles cadastrées 162 et 333, section A :

– Article 24

Les opérations de réception, mélange des boues et déchets verts, fermentation et criblage du produit fini s'effectuent dans un bâtiment fermé et désodorisé.

L'air extrait par aspiration de ce bâtiment, appelé « air de process » est traité avant rejet à l'atmosphère.

Le niveau d'odeur en limite du site ne dépasse pas les 5 unités d'odeur par mètre cube.

– Article 25 :

Les rejets canalisés dans l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, contiennent moins de :

- 5 mg/Nm3 d'hydrogène sulfuré (H2S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/h,
- 50 mg/Nm3 d'ammoniac (NH3) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/h.

ARTICLE 2

Avant expiration du délai évoqué à l'article 1er, l'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées tout document justifiant de la bonne application des dispositions susvisées.

ARTICLE 3

Si l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 1er du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, les sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du titre 1er (livre V) du Code de l'Environnement, pourront être appliquées.

ARTICLE 4

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement précité, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 5

En vue de l'information des tiers

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de MONTELS et pourra y être consultée,
- une copie du présent arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

ARTICLE 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Le Maire de la commune de MONTELS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée administrativement à l'exploitant et au Maire de la commune de MONTELS.

Fait à Montpellier, le **28 SEP. 2011**

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrice LATRON